



Centre Hospitalier de Versailles
Cellule Commande Publique GHT 78 Sud

**ACCORD-CADRE DE
FOURNITURES ET
SERVICES**

Prestations de travail
temporaire et de placement
de personnel paramédical et
médico-administratif pour
les établissements du GHT
78

Appel d'offre ouvert passé en application des articles L.2124-2 1°, R.2161-2 à R.2161-5, du code de la commande publique

Accord cadre à bons de commande multi attributaires avec un maximum en valeur : R 2162-4 du code de la commande publique.

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**











Consultation n°

2025MB07

SOMMAIRE

1. DÉFINITIONS	4
2. OBJET DU CONTRAT.....	4
3. PIECES CONTRACTUELLES.....	5
4. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	5
5. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	6
6. MODALITES D'EXECUTION DES COMMANDES.....	6
7. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	8
8. RÉALISATION DES PRESTATIONS.....	13
9. OBLIGATIONS DU OU DES TITULAIRE (S)	17
10. LITIGE ET SANCTIONS	20
11. RESILIATION DU CONTRAT POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	22

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Prestation de travail temporaire et de placement de personnel paramédical et médico-administratif pour les établissements du GHT 78 Sud.
	Acheteur	Centre Hospitalier de Versailles, établissement support du GHT Yvelines Sud
	Type de contrat	Accord-cadre multi-attributaires à bons de commande sans minimum et avec un montant maximum de 62 000 0000 € HT réparti par lot par établissement et par attributaire tels que fixés à l'annexe 1 du présent CCAP
	Structure	3 lots
	Lieu d'exécution	Les établissements du GHT 78 Sud
	Durée	12 mois + 3 reconductions par période de 12 mois.Durée maximale de 48 mois
	Développement durable	Voir rubrique développement durable
	Pénalités de retard	Voir rubrique pénalités
	Variation des prix	Prix fermes et révisables (voir article variation de prix)
	Nature des prix	Unitaires

PREAMBULE

Le Centre hospitalier de Versailles étant établissement support du GHT Sud 78, agit pour son propre compte et le compte des établissements parties au GHT désigné dans l'annexe à l'acte d'engagement.

La présente consultation est lancée sous forme d'un appel d'offres ouvert européen, en application des articles R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

Dispositions particulières liées au GHT :

Concernant les relations contractuelles liées à la phase d'exécution du contrat, elles sont établies entre le Titulaire et l'établissement concerné par l'exécution des prestations.

Ainsi, les dispositions suivantes dérogent aux articles du CCAG visé dans les pièces contractuelles au présent document, qui désignent le pouvoir adjudicateur (ou acheteur) comme responsable des actes d'exécution du marché:

- Dispositions relatives à la demande de paiement





La présentation des demandes de paiement (acompte, solde) s'effectue auprès de l'établissement concerné par l'exécution du contrat. Aucune demande de paiement ne peut être envoyée à un établissement non concerné par l'exécution d'une prestation dont il n'est pas le donneur d'ordre. L'envoi erroné d'une demande de paiement ne fait pas courir le délai de 50 jours. Le comptable assignataire est désigné à l'annexe à l'acte d'engagement. Les intérêts moratoires sont appliqués à l'établissement concerné par le retard de paiement.

Par ailleurs, se reporter à l'article du présent CCAP sur la demande de paiement et notamment la facturation électronique.

- L'établissement support intervient dans les relations contractuelles pour le compte des autres établissements dans les situations suivantes :
 - Prononciation de la résiliation du contrat
 - Assistance à l'établissement concerné pour les règlements amiables et juridictionnels du contrat
 - Signature des modifications du contrat (avenant) et des sous-traitances.
 - Dénonciation pour non reconduction tacite

Tous les actes d'exécution non prévus dans cette présente disposition sont établis entre le Titulaire et l'établissement concerné par l'exécution des prestations.

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021. Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ **Objet de la prestation :**

L'accord-cadre porte sur :

- Des prestations de mise à disposition de personnel intérimaire dans le domaine du paramédical et médico-administratif,
- Des prestations de placement de personnel à court terme dans le domaine du paramédical et médico-administratif pour les établissements du GHT 78 Sud.

■ **Lieu d'exécution :**

Les prestations se feront au bénéfice de tous **les établissements du GHT 78 Sud, à savoir :**

- **Centre Hospitalier de Versailles**
- **Centre Hospitalier de Plaisir**
- **Centre Hospitalier de Rambouillet**
- **Centre Hospitalier de la Mauldre**
- **Hôpital Le Vésinet**
- **Hôpital de Houdan**
- **Hôpital Gériatrique Philippe Dugué de Chevreuse**
- **Hôpital de Pédiatrie et de Rééducation de Bullion**
- **EHPAD Les Aulnettes de Viroflay**

Les sites annexes sont inclus au présent accord-cadre.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour le compte des établissements du GHT 78 Sud.

3. PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG Fournitures courantes et services) :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes notamment : L'annexe financière composée du bordereau des prix unitaires,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
 - ANNEXES
 - Annexe 1 : Répartition des montants max
 - Annexe 2 : Grille salariale de référence
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) du 30 mars 2021 dans sa version en vigueur à la date de la signature du présent contrat ;
- L'offre technique des titulaires, qui sont opposables aux titulaires mais qui n'est pas opposable à l'acheteur ;
- Les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution ;
- Les bons de commandes.

Les exemplaires originaux des pièces du marché conservés dans les archives de l'acheteur font seuls foi. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre susmentionné.

Toute clause portée dans les catalogues, barèmes ou documentation quelconques produits par les titulaires et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Notamment, les conditions générales de vente des titulaires sont concernées par cette disposition.

4. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Allotissement

En application des dispositions de l'article L. 2113-10, les prestations objet de l'accord-cadre sont alloties comme suit :

- Lot 1 : Personnel de bloc opératoire et anesthésie (IDE, IBODE, IADE)
- Lot 2 : Métiers de la rééducation
- Lot 3 : Personnel paramédical et médico-administratif (hors IBODE et IDE spécialisée Bloc opératoire, IADE, et métiers de la rééducation)

■ Forme du contrat :

Il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaires à bons de commande sans minimum et avec un montant maximum de **62 000 000 € HT** reparté par lot, par attributaire, et par établissement en application des articles R. 2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique, suivant les montants renseignés en Annexe 1 du CCAP Excel.

L'accord-cadre est conclu à prix unitaires. Les prix unitaires sont ceux fixés au BPU respectif de chacun des titulaires annexé au présent marché.

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un marché de services.

■ Prestations similaires :

L'acheteur peut passer avec les titulaires, des marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence pour des prestations similaires dans le respect des dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat. Ces prestations similaires pourront concerner les autres sites et établissements du GHT.

5. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée globale du contrat :

La durée de l'accord-cadre est de **12 mois** et pourra débuter à compter du **28/07/2025** ou à compter à de la notification si celle-ci est ultérieure. Il est **reconductible trois (3) fois** pour une période de douze **(12) mois par tacite reconduction**.

La **durée maximale** de l'accord-cadre est de quarante-huit **(48) mois**.

La reconduction se fait aux conditions du marché initial et ne donne lieu à aucune indemnité, et elle n'est pas assortie d'une période de préavis. L'éventuelle absence de reconduction ne donne lieu à aucune indemnité.

Si l'un des titulaires ne bénéficie pas d'une reconduction du contrat, il est tenu de maintenir ses prestations jusqu'à ce que l'acheteur attribue le marché à de nouveaux prestataires. Dès lors, il est payé pour les prestations réalisées durant toute la période de transition et ce conformément aux prix établis dans l'annexe financière (BPU).

6. MODALITES D'EXECUTION DES COMMANDES

■ Dispositions générales

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché, normes en vigueur et spécifications techniques du CCTP. Les titulaires s'engagent à respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

■ Fonctionnement de la multi-attribution

Les six (6) titulaires du marchés sont consultés simultanément par l'établissement bénéficiaire pour les demandes préalables et les demandes urgentes et selon les conditions définies à l'article 8 - Modalités d'exécution des prestations du CCTP. Dans ce cas, la mission est attribuée au premier titulaire qui donne une réponse positive et dont la proposition correspond aux besoins exigés de la mission.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de se dispenser de mise en concurrence ou de limiter la mise en concurrence à certains titulaires lorsque la spécificité de la mission à pourvoir le justifie.

L'accord-cadre s'exécute au moyen d'émission de bons de commandes par les établissements concernés au fur et à mesure des besoins jusqu'au seuil défini par attributaire et par établissement.

■ Modalités d'émission des commandes :

La mise en œuvre des prestations par les titulaires du marché est déclenchée par tout moyen.

Un courriel de confirmation ayant valeur de bons de commandes ou par l'enregistrement d'une demande dans le logiciel de gestion du titulaire ou par tout autre moyen permettant de garantir la traçabilité de la commande.

Seules les commandes émises et validées par le représentant habilité de chaque établissement bénéficiaire du GHT 78 Sud pourront être honorées par le titulaire du marché.

Toute commande sera réputée « notifiée » dès lors que le titulaire aura reçu le mail de confirmation faisant foi de bon de commande de l'établissement bénéficiaire.

Aucun personnel paramédical et médico-administratif intérimaire/placé ne pourra être mis à disposition en semaine, nuit et week-end sans cet accord préalable de l'établissement bénéficiaire et le cas échéant aucune facturation ne sera acceptée.

Chaque commande devra préciser :

- Numéro de marché
- Date du bon de commande
- La nature du contrat (mission d'intérim ou placement temporaire)
- Nom du service d'affectation
- Qualification professionnelle demandée
- Date de début et de fin de la mission
- Les horaires de travail
- Le prix d'engagement ou la mention « selon les conditions tarifaires du BPU annexé au marché »

Attention :

Suite aux exigences du Trésor public, le mail de confirmation de la mission fait office de bon de commande. Celui-ci est archivé au niveau de la cellule de remplacement. Il est joint au mandat sur demande de la Trésorerie et notamment lors de changement de marché pour attester que la commande a été passée postérieurement à l'attribution du marché.

Sauf mention express contraire, les commandes sont passées selon les conditions tarifaires prévues dans le cadre du présent marché.

■ Obligation de réponse

Le titulaire s'engage à formuler obligatoirement une réponse y compris négative à chaque demande de mission dans les délais impartis tels que définis à l'article « 8.Modalités d'exécution des prestations » du CCTP.

■ Délai des bons de commande :

Le délai d'exécution des prestations est fixé dans chaque bon de commandes. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

■ Délai de validité du bon de commande :

Le délai maximum des bons de commande est de six mois à compter du lendemain du jour de leur réception par le titulaire. Toute demande de prolongation de délai devra être motivée et circonstanciée. Le prestataire devra expliquer les faits le mettant dans l'impossibilité de réaliser la prestation en cause dans le délai prescrit. Cette demande motivée devra être écrite. Elle fera l'objet d'une réponse écrite.

Le bon de commande pourra être passé jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre pour le délai maximum cité ci-dessus.

7. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

7.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont traités à prix **unitaires**.

■ Mois d'établissement des prix :

Les prix initiaux sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, ce mois est appelé « M_0 ».

■ Variation des prix :

⇒ Les prix des prestations de travail temporaire sont fermes pendant toute la durée du marché:

- Le coefficient de délégation et de gestion du titulaire tels que renseignés dans le BPU sont réputés fermes et non révisables pendant toute la durée du marché.
- Les taux horaires brut (par heure de travail) sont révisables à la baisse ou à la hausse en fonction de l'évolution de la valeur du point indiciaire servant de base de calcul des rémunérations de la fonction publique hospitalière.

Ils sont modifiés à chaque parution d'un nouvel arrêté ministériel et selon les modalités d'application prévues par ce dernier, ainsi que lors de toute évolution législative ou réglementaire portant modifications des niveaux de rémunération.

Le titulaire doit adresser le texte juridique applicable par mail au pouvoir adjudicateur (Centre hospitalier de Versailles).

Le pouvoir adjudicateur (Centre hospitalier de Versailles) transmettra par mail à chaque titulaire la nouvelle grille de référence en cas d'évolution législative et/ou réglementaire.

Dans le cas où une évolution législative et/ou réglementaire intervenue depuis le début ou intervenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre, impacterait les coefficients de délégation et de gestion il conviendra d'une rencontre entre les 2 parties et formaliser l'accord des 2 parties pour la mise en oeuvre des conditions proposées par voie d'avenant conformément à l'article 8.4 Autres stipulations du présent CCAP.

⇒ Révision de prix des prestations de placement temporaire:

Les prix des prestations de placement temporaire sont fermes la première année et révisable à la date anniversaire du marché.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres (Mois M_0).

Les prix pourront être ajustés à la hausse comme à la baisse.

La demande est à la charge du titulaire à adresser **3 mois** avant la date anniversaire du marché à la cellule des achats du Centre Hospitalier de Versailles pour validation.

La proposition du titulaire reprend les annexes financières mises à jour des prix révisés sous format Excel en faisant apparaître dans un onglet distinct les indices et leurs valeurs associées, le détail de la formule et son résultat.

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir au pouvoir Adjudicateur par lettre recommandée avec accusé de réception, sa proposition de révision des prix pour la révision avec les justificatifs de l'évolution des prix. Cette révision pourra faire l'objet de négociation, et en cas de désaccord, le marché ne pourra être reconduit à la date anniversaire.

Le forfait de placement est révisable à la hausse comme à la baisse à la date anniversaire du marché selon la formule de prix suivante :

$$P1 = P0 \times [0,3 + 0,7 \times (S1/S0)]$$

Dans laquelle :

P1 = prix révisé

P0 = Prix initial

S1= valeur de l'indice « Syntec » au mois de remise des offres (Mo) pour la première révision ou dernière valeur connue à la date de la dernière révision pour les révisions ultérieures.-

S0 = valeur de l'indice « Syntec » à la date d'origine au mois de remise des offres (Mo) pour la première révision ou dernière valeur connue à la date de la dernière révision pour les révisions ultérieures.

Si les prix des prestations venaient, lors des révisions de prix, à dépasser une augmentation de 3%, il est fait application de ce pourcentage butoir sur les prix à réviser pour déterminer les nouveaux prix du contrat.

■ Contenu des prix :

Les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, notamment les frais afférant à l'assurance, à l'exclusion des frais de déplacement.

✓ Prestation de travail temporaire:

Les prix des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont des prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées. Ils figurent dans le BPU.

Pour les prestations d'intérim, le titulaire est rémunéré sur la base d'un taux horaire brut sur lequel est appliqué un coefficient de délégation ou de gestion contractuel.

Le prix se compose de la façon suivante :

Taux horaire brut (par heure de travail) basé sur la grille salariale de référence de la fonction publique hospitalière et règlementée pour chaque qualification et en fonction des grades et échelons figurant dans l'annexe n°2 du CCAP « grille salariale de référence ». Il est prévu des taux dérogatoires pour certaines qualifications, figurant en dernière colonne de cette annexe. Les taux horaires brut dépendent de la valeur réglementaire du point d'indice qui est révisé dans les conditions précisées ci-dessus à l'article 7.1 « prix du marché » - variation des prix.

- le coefficient de délégation ou de gestion du Titulaire.
 - Le coefficient de délégation est utilisé dans le cas où le candidat est apporté par l'entreprise de travail temporaire, titulaire du marché
 - Le coefficient de gestion est utilisé dans le cas où le candidat est apporté par l'établissement bénéficiaire.
- le cas échéant, la majoration correspondant aux indemnités de travail de nuit et de dimanche et jour férié indiquées dans le BPU et selon les modalités décrites ci-après ;

✓ Prestation de placement temporaire

Les prix des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont des prix unitaires forfaitisés appliqués aux quantités réellement exécutées. Ils figurent dans le BPU.

Le prix se compose de la façon suivante :

- Mission < = 7 jours : prix forfaitaire journalier calculé sur le nombre de jours de la mission en fonction de la qualification du personnel intérimaire.
- Mission comprise entre 8 et 30 jours : prix forfaitaire calculé sur le nombre de placement effectué quelque soit la durée du placement en fonction de la qualification du personnel placé.

- Mission comprise entre 31 jours et 3 mois maximum : prix forfaitaire calculé sur le nombre de placement effectué quelque soit la durée du placement en fonction de la qualification du personnel placé.

■ Indemnités de nuit, de dimanche et de jour férié

Les indemnités de nuit sont appliquées sur la plage horaire allant de 21h à 6h.

Les indemnités de jours fériés et de dimanche ne sont pas cumulables, conformément à la réglementation en vigueur.

Si un jour férié tombe un dimanche, l'agent intérimaire sera indemnisé à la hauteur de l'indemnisation d'un jour férié uniquement.

- ✓ Pour l'indemnité de nuit, il sera appliqué 25% de majoration conformément à la réglementation en vigueur (Décret n° 2023-1238 du 22 décembre 2023 relatif à l'indemnisation du travail de nuit dans la fonction publique hospitalière)
- ✓ Pour l'indemnité de dimanche et férié il sera appliqué 60€ conformément à la réglementation en vigueur (Arrêté du 22 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 16 novembre 2004 fixant le montant de l'indemnité forfaitaire pour travail des dimanches et jours fériés)

■ Indemnités d'heures supplémentaires

Par principe, les heures supplémentaires ne sont pas autorisées.

Si l'intérimaire est amenée à rester au-delà de l'horaire initialement prévue, cela fait l'objet d'une traçabilité par l'encadrement de l'établissement bénéficiaire qui en avise la DRH et la Coordination Générale des Soins pour validation.

■ Indemnités de déplacement

Les conditions des frais de déplacements professionnels sont applicables dans le cadre des prestations de missions d'intérim et de placement temporaire.

Transport en commun :

Après accord préalable, l'établissement bénéficiaire prend en charge les frais de transport en commun du personnel paramédical et médico-administratif intérimaire /placé selon la réglementation en vigueur. Le remboursement sera effectif sur justificatif des tickets et de l'accord préalable signé par l'encadrement de l'établissement bénéficiaire.

Transport véhiculé :

De manière générale, les frais kilométriques et de péage ne sont pas pris en charge par les établissements du GHT 78 Sud sauf accord préalable de l'établissement bénéficiaire.

Dans le cas spécifique où un établissement du GHT 78 Sud accorde la prise en charge des frais kilométriques :

- Frais kilométriques :

Remboursement basé sur le nombre de kilomètres parcourus **entre le domicile et le lieu de travail** selon le barème de référence ACCOS et dans la limite de 60 kms. Au-delà de 60 kms les frais kilométriques ne seront plus pris en charge par l'établissement et devront être supporté par l'intérimaire. Le remboursement sera effectif sur justificatif de l'accord préalable signé par l'encadrement de l'établissement bénéficiaire.

L'entreprise de travail temporaire titulaire du marché devra déclarer l'adresse de domiciliation du personnel paramédical et médico-administratif intérimaire par un justificatif de domicile.

Sans cela aucun remboursement ne sera pris en charge.

- Frais de péage :

Les frais de péage ne seront pas pris en charge par les établissements du GHT 78 Sud.

- Frais de parking :

De manière générale, les frais de stationnement ne sont pas pris en charge par l'établissement bénéficiaire.

L'accès au parking de l'établissement se fera selon la politique de stationnement propre à chaque établissement.

Hébergement :

En amont de la mission, l'entreprise de travail temporaire titulaire du marché sollicitera systématiquement l'établissement bénéficiaire du GHT 78 Sud pour vérifier la disponibilité éventuelle d'un logement sur site.

De manière générale, les frais d'hébergement ne sont pas pris en charge par les établissements.

Restauration :

De manière générale, les frais de restauration ne sont pas pris en charge par les établissements. Certains établissements du GHT 78 Sud mettent à disposition des selfs qui seront à la charge de l'intérimaire. Seulement sur accord de l'établissement bénéficiaire, les frais de restauration peuvent être pris en charge. Le barème ACCOS sera le barème de référence.

Dans ce cas, le remboursement sera effectif sur justificatif des tickets et sur justificatif de l'accord préalable signé par l'encadrement de l'établissement bénéficiaire.

Sans cela aucun remboursement ne sera pris en charge.

■ **Récupération des jours fériés**

Ce point sera géré directement par le titulaire du marché avec l'intérimaire. Le titulaire en tant qu'employeur doit s'assurer des aspects réglementaires de temps de travail

■ **Clause de sauvegarde :**

Pour chacun des cas de la révision des prix, le Centre Hospitalier de Versailles se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date du changement de barème ou de tarif, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 5% par révision de prix. La clause de sauvegarde sera appliquée lorsque le marché économique sera stable.

Durant la période de mise en œuvre de la circulaire du 30 mars 2022, la clause de sauvegarde ne saurait s'appliquer et la révision de prix de 5% nécessitera de la part du titulaire du marché des justificatifs.

■ **Initiative du calcul de la variation des prix :**

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

7.2. Conditions de paiement

■ **Avance :**

Sans objet

■ **Présentation des demandes de paiement :**

La facturation sera faite mensuellement par discipline et déposée sur chorus pro auprès des établissements bénéficiaires. Elle comprendra l'ensemble des pièces justificatives :

- Facture
- Relation contractuelle liant le titulaire à l'établissement du GHT 78 sud (contrat de mise à disposition de personnel intérimaire ou contrat de placement) selon les modalités définies à l'article 8.1 du

présent CCAP.

- Frais de déplacement s'il y a lieu (justificatif à joindre+ accord préalable de l'établissement signé)

Concernant les frais de déplacement, le titulaire du marché devra détailler et fournir tous les justificatifs nécessaires au paiement des frais de déplacement identifiés à l'article 7.1 « indemnités de déplacement » du CCAP.

A défaut de production des pièces justificatives des frais de déplacement, l'établissement ne sera pas en mesure de régler cette dépense auprès du titulaire.

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- Le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- Le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- Les dates de réalisation des prestations ;
- La date de facturation
- Le numéro du contrat ;
- La nature, quantité, prix unitaire hors taxes ou le prix forfaitaire et le montant total hors taxes des prestations réalisées ;
- Le coefficient de délégation ou de gestion appliqué pour les prestations d'intérim
- Le taux horaire brut de référence pour les prestations d'intérim
- Le taux et montant de la TVA applicable ;
- La désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- Les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Afin d'assurer la bonne intégration de ces factures sur le site Chorus Portail Pro, ces dernières doivent être adressées en renseignant :

- le code SIRET de l'entité destinataire
- le code du service finances pour l'établissement concerné

Le code de service de chaque établissement sera communiqué lors de la notification du marché ou lors de la première réunion entre les établissements et les différents titulaires de l'accord-cadre.

Pour connaître l'établissement concerné, notamment le comptable assignataire et l'adresse de remise des demandes de paiement, se référer à l'annexe jointe à l'acte d'engagement désignant les informations relatives aux établissements au GHT Yvelines Sud.

■ Périodicité des paiements :

☒ Mensuel ☐ Trimestriel ☐ Annuel ☐ à la date du service fait (après vérification)

☐ Autres (*à préciser*) :

L'établissement Bénéficiaire est un établissement de santé : le délai de paiement est de 50 (cinquante) jours à compter de la date de réception de la facture.

■ Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif.

■ Comptable assignataire des paiements :

Voir Annexe sur les comptables assignataires.

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **50 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés aux titulaires, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

La date servant de point de départ au délai global de paiement (sous réserve de service fait réalisé préalablement) est la date de « mise à disposition de la facture au destinataire ». Cette date est tracée et consultable dans l'historique Chorus-Pro.

8. RÉALISATION DES PRESTATIONS

8.1. Conditions de réalisation des prestations

■ **Conditions générales de réalisation des prestations**

Toutes les mesures sont prises par les titulaires de l'accord-cadre pour répondre à la réglementation et les normes en vigueur dans l'exécution des prestations et notamment celles fixées au CCTP. Les nouvelles dispositions réglementaires qui pourraient intervenir entre la date d'établissement du présent CCAP et l'exécution de la prestation se substitueraient de plein droit aux dispositions susvisées dans la mesure où elles auraient pour effet de les modifier ou de les rendre caduques.

Au cours de l'exécution de l'accord-cadre, les titulaires doivent se conformer à toute évolution de la réglementation et ceci conformément aux délais prescrits dans les bases légales. Dans cette hypothèse, les titulaires sont tenus d'en informer la personne publique par lettre recommandée avec accusé réception.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché)

■ **Niveau d'obligation prévu au contrat :**

Les titulaires sont soumis à une **obligation de moyens**. Celle-ci s'impose aux titulaires dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Les titulaires s'engagent à exécuter les prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat. Les moyens à atteindre sont décrits dans le cahier des charges techniques (CCTP).

■ **Contrat de mise à disposition de personnel intérimaire:**

Dans un délai de **2 jours** ouvrables maximum avant la mise à disposition du personnel intérimaire, le titulaire retenu transmet aux établissements un contrat de mise à disposition en application de l'article L1251-42 du Code du travail.

Ce contrat de mise à disposition comprend toutes les mentions obligatoires prévues à l'article L1251-43 du code du travail ainsi que :

- Le ou les numéro (s) de marché ;
- Le nom du titulaire ;
- Les dates, horaires et lieu d'exécution ;
- La référence du bon de commande ;

- Le détail du prix ;
- La période d'essai ;
- N° de diplôme et date d'obtention ;

Et le cas échéant :

- Les frais de déplacement s'y il y a lieu (sur justificatif) ;
- Le contrat initial ou le renouvellement ;
- Le numéro de l'avenant (s'il y a un avenant de signé pendant l'exécution du marché).

■ **Contrat de placement temporaire :**

Dans un délai de **2 jours** ouvrables maximum avant la mise en relation du personnel placé, le titulaire retenu transmet aux établissements un contrat de placement en application de l'article L1251-42 du Code du travail.

Ce contrat de placement comprend toutes les mentions obligatoires prévues à l'article L1251-43 du code du travail ainsi que :

- Le ou les numéro (s) de marché ;
- Le nom du titulaire ;
- Les dates, horaires et lieu d'exécution ;
- La référence du bon de commande ;
- Le détail du prix ;
- N° de diplôme et date d'obtention ;

■ **Période d'essai :**

La période d'essai du personnel intérimaire est à minima d'une durée de **1 jour**.

Les établissements du GHT peuvent, à tout moment, durant la période d'essai du personnel intérimaire, invalider la personne proposée si celle-ci ne donne pas satisfaction.

Le titulaire retenu en est informé par une décision expresse notifiée par tout moyen permettant de donner une date et une heure certaine à sa réception. Dans ce cas précis, les établissements se laissent la possibilité de réinterroger le (s) titulaire (s) du marché.

■ **Réalisation des missions :**

Le personnel intérimaire mis à la disposition des établissements du GHT Yvelines Sud est soumis aux dispositions législatives réglementaires et conventionnelles en vigueur concernant la protection de la main d'œuvre et les conditions de travail.

Le personnel intérimaire peut être amené, le cas échéant, à réaliser des heures supplémentaires sur demande des établissements du GHT Yvelins Sud, dans les limites prévues par la réglementation.

Il est également soumis aux dispositions conventionnelles incluant les conditions particulières d'hygiène, de sécurité, de discipline (à l'exception des sanctions applicables et de la procédure disciplinaire), du règlement intérieur et des protocoles applicables dans les locaux des établissements du GHT Yvelines Sud.

■ **Rémunération du personnel temporaire :**

➤ **Prestation de mission d'intérim :**

Le personnel intérimaire est rémunéré par le titulaire

➤ **Prestation de placement temporaire :**

Le personnel placé est rémunéré par l'établissement bénéficiaire.

■ **Règles de rémunération :**

Les titulaires devront respecter la grille de référence salariale en annexe n° 2 du présent CCAP sous peine de résiliation de l'accord-cadre conformément à l'article 11 du CCAP.

■ **Le prêt de matériels :**

A la fin de sa mission, l'intérimaire devra restituer aux établissements du GHT, avant son départ tout matériel, équipement ou autre objet confié dans le cadre de l'exercice de son activité.

■ **Prolongation de contrat :**

Il est possible de conclure des missions d'intérim successives conformément à la réglementation.

■ **Annulation de mission :**

Une ou plusieurs prestation(s) figurant dans un bon de commande peut (vent) être modifiée (s) ou annulée (s) totalement ou partiellement, sur décision de l'établissement bénéficiaire avant le début de la mission.

En cas d'annulation d'une mission d'intérim planifiée par l'un des établissements du GHT Yvelines Sud, ces derniers le notifieront à l'entreprise de travail temporaire, titulaire du marché, dans un délai de 24h ou plus par courriel ou tout moyen permettant d'avoir une preuve écrite. Aucune pénalité ne sera appliquée.

Une indemnité pourra être versée au titulaire dans les cas suivants :

- Lorsque la commande planifiée est annulée dans un délai de 12 h à 24 h avant le début de l'exécution de la mission :
Indemnités d'annulation = Montant € hors taxe de la mission non pourvue x 20%
- Lorsque la commande planifiée est annulée moins de 12 h avant le début de l'exécution de la mission :
Indemnités d'annulation = Montant € hors taxe de la mission non pourvue x 50%

Si un litige, imputable au Titulaire, est à l'origine de la modification ou de l'annulation, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.

■ **Suivi des intérimaires dans leur mission :**

A minima, au démarrage de chaque mission, le titulaire informera les intérimaires de leurs droits et avantages. Il est tenu à un devoir de conseil, d'assistance et d'information sur le respect des textes législatifs et réglementaires en matière de législation du travail. De ce fait, il leur met à disposition un conseil en matière de ressources humaines relatif à la délégation ou au suivi administratif de leurs contrats.

■ **Clause de non-exclusivité limitée :**

Les établissements se réservent la possibilité de recourir exceptionnellement à des tiers pour certains types de prestations prévues au contrat. Ces prestations ne pourront représenter plus de 5% des encours de commande et dans la limite de 40 000€ HT/an.

Par ailleurs, l'acheteur peut recourir à un opérateur économique tiers en cas d'incapacité des titulaires de l'accord-cadre à lui fournir les prestations.

Les titulaires de l'accord-cadre doivent, dans ce cas, justifier par écrit, les raisons qui ne leur permettent pas de réaliser les prestations contractuellement convenues.

■ **Embauche par l'un des établissements parties au GHT Yvelines sud du personnel temporaire :**

Les établissements se réservent le droit d'embaucher la personne mise à disposition par le titulaire, à l'issue de la mission d'intérim.

L'établissement s'engage à informer par écrit le titulaire de son intention d'embaucher définitivement le personnel intérimaire mis à disposition.

Dans le cas où, à la suite d'une mission ou plusieurs missions, un intérimaire est recruté par l'établissement bénéficiaire, aucune indemnisation, de quelque nature que ce soit, n'est accordée au titulaire.

8.2. Vérification des prestations

■ **Vérification des prestations**

Les vérifications du bon déroulement du service sont effectuées dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG-Fournitures courantes et services.

■ **Opérations de vérification du service fait :**

Chaque établissement bénéficiaire définit et met en œuvre son organisation interne pour vérifier que chacune des missions commandées a bien été exécutée. Le paiement des factures s'effectue après vérification du service fait.

■ **Personnes en charge des vérifications des prestations :**

Les personnes chargées de la vérification du service fait seront désignées par chacun des établissements bénéficiaire.

8.3. Développement durable

■ Clause environnementale :

Conformément aux dispositions du code la commande publique et les dispositions du CCAG concerné par l'exécution du contrat (cf. article 16 du CCAG-FCS), les Titulaires mettront tout en œuvre pour assurer une politique de développement durable à jour de la réglementation en vigueur et exécute les prestations du présent contrat selon l'application de règles respectant l'environnement.

L'acheteur pourra être en mesure de demander aux Titulaires les mesures prises pour respecter lesdites prescriptions législatives et réglementaires en vigueur.

8.4. Autres stipulations

■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par avenant** après consultation des titulaires. Le cas échéant, des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG applicable.

Les parties au contrat conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de l'accord-cadre en cas d'évolution législative et/ou réglementaire impactant le bordereau de prix , de crise sanitaire, économique, politique bouleversant l'économie du contrat, et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendu nécessaire.

Les modifications prescrites doivent avoir un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale. Toute modification n'ouvre aucun droit à l'indemnité du titulaire.

■ Evolution des prix en cas d'imprévision :

Si un événement imprévisible et étranger (épidémie, pandémies, crise politique, crise économique, catastrophes naturelles etc..) à la volonté des parties provoque le bouleversement de l'économie du contrat en ce qu'il impacte la tarification des prestations prévues au contrat, les parties au contrat peuvent convenir de l'introduction d'une **clause d'évolution des prix par voie d'avenant** dans les conditions suivantes :

- La révision des prix mentionnés au présent CCAP n'arrive pas à combler le manque à gagner subi par les entreprises ;
- La hausse des prix n'excède pas plus de 10 % du montant initial de l'accord-cadre.

Les titulaires sont tenus de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques du contrat, la réalisation des prestations prévues au contrat dans leur niveau de qualité ou de prix.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application aux titulaires qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, Les titulaires demandent leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour évènements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

■ Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie aux titulaires les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil

acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

9. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

9.1. Obligations courantes du titulaire

■ Assurances :

Les titulaires doivent se conformer à l'Article L.1251-45 du Code du Travail, qui impose la souscription d'une assurance responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Ils doivent justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'ils sont titulaires de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution les titulaires doivent être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ Devoir d'information et de conseil :

Les titulaires sont tenus à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, ils l'avisent de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Les titulaires, en leurs qualité de professionnels du domaine objet du contrat, s'engagent à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, les titulaires sont tenus de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ Obligation de vigilance :

Les titulaires remettent :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail (décret n° 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail en précisant pour chaque salarié (D.8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;

- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, les titulaires doivent fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, les titulaires fournissent les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat les titulaires s'engagent à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Les titulaires s'engagent à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumettent les dispositions qu'ils proposent de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, les titulaires s'engagent à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique les titulaires garantissent que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité :**

Le présent accord-cadre confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

A ce titre, lorsqu'ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, le titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les

personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire communique sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations et de remédier aux éventuels manquements.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le présent accord-cadre pour faute du titulaire, le cas échéant à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire entend sous-traiter une partie de l'exécution du service public, il s'assure que les contrats de sous-traitance comportent des clauses rappelant les obligations précitées. Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur chaque contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public, en même temps que sa demande d'acceptation, sous peine de refus dudit sous-traitant.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Les titulaires peuvent sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur dans les conditions des articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du code de la commande publique.

Les titulaires remettent à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur ou égal à 600 € TTC.

Les titulaires demeurent responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Ils apportent aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

Toute sous-traitance occulte ne pourra faire l'objet d'une demande de paiement au titre des prestations réalisées. Les titulaires encourent de plein droit et sans mise en demeure préalable l'application des pénalités prévues à l'annexe 1 du présent document.

9.2. Obligations liées à la sécurité

■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Les titulaires et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Les titulaires doivent informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

■ **Mesures de sécurité :**

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

10. LITIGE ET SANCTIONS

10.1. Pénalités

■ Généralités sur les pénalités :

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent marché par non intervention dans les délais prévus, soit par carence en matériel lors d'une intervention ou service mal ou incomplètement exécuté, soit par retard, donne lieu à des pénalités.

L'application des pénalités peut être exceptionnellement reconsidérée suite à la demande dûment justifiée des titulaires du marché et après acceptation de l'établissement concerné.

Les titulaires du marché s'obligent à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui auront été notifiées.

Dans le cas contraire, l'établissement bénéficiaire retiendra le montant des pénalités par émission d'un titre exécutoire notifié aux titulaires ou par réfaction sur facture.

Le pouvoir adjudicateur établit un mémoire indiquant les périodes de pénalités concernées et leurs montants. Ces pénalités sont retenues sur les factures présentées par les titulaires.

Le montant de la pénalité est dû quel que soit son montant par dérogation aux articles **14.1.2 et 14.1.3** du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS).

Ces pénalités appliquées sont cumulables, applicables sans mise en demeure et jusqu'à résorption. Elles font l'objet d'une réfaction automatique sur la facture adressée au pouvoir adjudicateur via le récapitulatif mensuel des pénalités envoyées par celui-ci.

Enfin, la constatation des faits entraînant les pénalités est effectuée à la diligence du pouvoir adjudicateur et de ses représentants. Les titulaires peuvent faire valoir auprès du pouvoir adjudicateur ses observations et contestations éventuelles, en les accompagnant des justificatifs appropriés. Les titulaires sont exonérés de pénalité sur justification de sa bonne foi, en cas d'empêchement imprévisible ou de force majeure. Il appartient aux titulaires du marché d'apporter, le cas échéant, la preuve de l'existence d'un événement exonératoire de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités.

Concernant la facturation, en cas d'erreur et de retards répétés dont la responsabilité incomberait uniquement aux titulaires du marché ou en cas de non prise en compte de la modification de certains éléments des prestations, l'acheteur se réserve le droit de suspendre la procédure de paiement en notifiant aux titulaires par lettre recommandée avec avis d'accusé de réception les motifs de cette suspension. La procédure de paiement ne peut reprendre qu'après la remise par les entreprises titulaires des pièces justificatives exigées par l'acheteur.

■ Pénalités pour retard - seuil d'exonération :

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

■ Pénalités pour travail dissimulé:

Si le Titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 300 € HT par jour calendaire dans la limite des amendes encourues en applications des articles L. 8224- 1, L. 8224-2 et L. 8224-5 et sachant que le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale du code de travail en matière de travail dissimulé.

■ **Autres pénalités spécifiques :**

Pénalités	Type de prix	Montant	Précisions
Annulation d'une commande pourvue et planifiée	A l'unité	<p>- moins de 12 h avant le début de la mission=> $P = V \times 50\%$</p> <p>- de 12 h à 24h avant le début de la mission => $P = V \times 20\%$</p> <p>$V =$ Montant HT de la mission non-pourvue</p> <p>$P =$ Montant de la pénalité</p>	En cas d'annulation d'une commande pourvue et planifiée, indépendamment d'un cas de force majeure ou de maladie dument prouvée, une pénalité sera appliquée au Titulaire
Gestion des absences (Arrêt de travail, désistement de dernière minute de l'intérimaire, non-présentation du personnel intérimaire prévu dans l'établissement bénéficiaire, rupture des fonctions en cours de mission en cas de manquement du personnel intérimaire à ses obligations, grève)	A l'unité	<p>$P = V \times 50\%$</p> <p>$P =$ Montant de pénalité</p> <p>$V =$ Montant de mission non pourvue</p>	A défaut de fournir un remplaçant aux qualifications équivalentes et respectant le délai défini dans le CCTP, une pénalité pourra être appliquée au Titulaire.
Confidentialité et protection des données	Forfaitaire	1000 €/occurrence	En cas de non-respect de la clause de confidentialité, une pénalité de 1000 € HT pourra être appliquée au Titulaire. L'application de cette pénalité ne fait pas obstacle à la prise d'autres mesures coercitives, voire la résiliation du marché.
Non-respect de la réglementation en vigueur (candidat non autorisé à travailler en France, ou n'ayant pas les habilitations requises, indemnités en vigueur)	Forfaitaire	1000€/occurrence	En cas de non-respect de la réglementation en vigueur, le titulaire pourra se voir appliquée une pénalité de 500€ sans préjudice des poursuites que l'acheteur se réserve le droit d'engager contre le titulaire
Retard de l'intérimaire	Forfaitaire	<p>30 € par heure de retard dès la première heure encourue dans la limite de 3 h de retard.</p> <p>Au-delà de 3h, l'absence e l'intérimaire sera considérée comme un « désistement de dernière minute » et la pénalité « Gestion des absences » sera appliquée.</p>	En cas de retard constaté de l'intérimaire, entre l'heure prévue de début de mission et son arrivée dans le service, indépendamment d'un cas de force majeure ou de maladie dument prouvée une pénalité pourra être appliquée au Titulaire

■ **Modalités de règlement des pénalités :**

En cas de mise en œuvre des pénalités listées à l'article ci-dessus du présent document, les pénalités pourront être réglées soit par l'émission d'un titre de recettes, soit par une défalcation effectuée par l'établissement de santé sur les montants à régler ou sur la facture, soit par la mise en œuvre d'un avoir par le (s) titulaire (s) de l'accord-cadre.

10.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques des titulaires :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS sont applicables au présent contrat. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques des titulaires. Cette décision est notifiée aux titulaires par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis aux titulaires pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge des titulaires. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Règlement des différends :

Tout différend entre les titulaires et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

11. RÉSILIATION DU CONTRAT POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation n'ouvre pas droit à indemnisation du ou des titulaires.

Certificat de bonne exécution :

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du ou des titulaires, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par les titulaires, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts des titulaires et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG-FCS. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du ou des titulaires et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du ou des titulaires.

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal administratif de Versailles

56, avenue Saint-Cloud

78011 Versailles

Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr

Site internet : <http://www.ta-versailles.juradm.fr>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-FCS, il n'est pas établi de liste récapitulative des articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé

Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)